

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 939^e
SÉANCE

Vendredi 29 novembre 1963,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 12 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Rapport du Conseil économique et social (suite)</i>	<i>381</i>
<i>Point 33 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Développement économique des pays sous-développés (suite):</i>	
<i>b) Action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel: rapport du Conseil économique et social (suite).</i>	<i>381</i>
<i>c) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (suite).</i>	<i>382</i>
<i>Point 12 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Rapport du Conseil économique et social (suite)</i>	<i>386</i>

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (A/5503, chap. XIII, sect. IX; A/C.2/L.726) [suite]

1. Le PRÉSIDENT attire l'attention des membres de la Commission sur la résolution 937 (XXXV) du Conseil économique et social concernant la composition du Comité intergouvernemental ONU/FAO pour le Programme alimentaire mondial, dont le texte a été distribué sous la cote A/C.2/L.276. Ce texte contient un projet de résolution dont le Conseil recommande l'adoption par l'Assemblée générale.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/5532) [suite]:

b) Action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel: rapport du Conseil économique et social (E/3781, annexe VIII; A/5503, chap. IV; A/5534 et Add.1 et 2, A/5535 et Add.1 à 5, A/C.2/221, A/C.2/L.740/Rev.3 et Corr.1) [suite]

2. M. BINGHAM (Etats-Unis d'Amérique) dit que l'adoption à l'unanimité du projet de résolution (A/C.2/L.740/Rev.3 et Corr.1), tel qu'il a été modifié, aidera le Comité du développement industriel à examiner de façon constructive les aspects structurels du développement industriel. Dans sa rédaction définitive, le texte laisse à ce comité la liberté de

s'attacher au problème fondamental qui consiste à mettre sur pied une organisation qui puisse s'occuper des problèmes des pays en voie de développement, et ne comporte aucun engagement concernant la création d'une nouvelle organisation.

3. Il est regrettable que les auteurs du projet de résolution n'aient pu accepter la suggestion du Royaume-Uni d'insérer le mot "encore" avant le mot "satisfaisants" au paragraphe 1 du dispositif. Sans cette insertion, le texte paraît méconnaître les progrès accomplis par le Centre de développement industriel. En conséquence, la délégation des Etats-Unis aurait voté contre ce paragraphe s'il avait fait l'objet d'un vote séparé.

4. Eu égard à la contradiction qui existe entre les paragraphes 2 et 3 du dispositif, il eût été préférable dans le texte anglais de remplacer le mot "establishment", au paragraphe 3, par le mot "provision". Cependant, étant donné qu'on a seulement demandé au Comité du développement industriel d'envisager la mise sur pied d'une organisation du développement industriel, cela ne préjuge pas la question de savoir si une nouvelle organisation est nécessaire. En ce qui concerne le paragraphe 3, le membre de phrase "compte dûment tenu à la fois des rapports étroits qui existent entre le développement industriel et l'utilisation des ressources naturelles et de l'opportunité d'une coopération étroite entre cette organisation, d'une part, et les commissions économiques régionales, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, d'autre part" paraît superflu. On peut naturellement supposer que le Centre de développement industriel ou toute autre organisation qui pourrait lui succéder coopérerait au moins aussi étroitement avec le Service des ressources et des transports qu'avec l'OIT, la FAO et la Banque mondiale, lesquelles s'occupent toutes des différents types de ressources nécessaires à l'industrialisation.

5. Si les délégations du Ghana et de la Nigéria avaient maintenu leur amendement initial (A/C.2/L.769), qui impliquait clairement l'absorption du Service des ressources et des transports par toute organisation s'occupant du développement industriel, la délégation des Etats-Unis s'y serait opposée. Si cet amendement avait été adopté, les Etats-Unis auraient modifié leur attitude à l'égard de l'ensemble du projet de résolution. L'amendement proposé par la délégation malgache (A/C.2/L.779) aurait amélioré le texte et l'aurait rapproché des conclusions du Comité consultatif d'experts sur les activités des organismes des Nations Unies en matière de développement industriel. Les vues du Comité consultatif sur les différents types de ressources nécessaires à l'industrialisation sont exposées au paragraphe 42 de son rapport (E/3781, annexe VIII). Le libellé définitif adopté au paragraphe 3 du projet de résolution, comprenant les suggestions du Maroc

et de la Tunisie, rend le texte pleinement conforme aux pratiques en usage. Les ressources agricoles relèvent de la compétence de la FAO. Les ressources naturelles non agricoles sont de la compétence soit du Service des ressources et des transports en ce qui concerne la prospection et la mise en valeur, soit du Centre de développement industriel en ce qui concerne l'utilisation de ces ressources en vue du développement industriel.

6. Dans la déclaration qu'il a faite à la 902ème séance de la Commission, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a décrit les liens et la coopération qui existent entre les organes s'occupant des ressources naturelles et ceux qui s'occupent de l'industrie. Il s'agissait là certainement d'une interprétation autorisée. Il convient de noter que le Comité consultatif d'experts n'a pas recommandé la mise sur pied d'une organisation qui serait chargée du développement industriel, des ressources naturelles, de l'énergie et d'autres domaines connexes. Le Comité du développement industriel a déclaré, au paragraphe 89 de son rapport (E/3781), que le Centre devrait consacrer l'essentiel de ses activités à développer le secteur des industries manufacturières. En conséquence, le document de travail que le Secrétaire général est prié d'établir aux termes du paragraphe 4 du projet de résolution ne devrait formuler aucune suggestion quant à une modification de la division actuelle du travail en ce qui concerne les ressources naturelles.

7. Des colloques régionaux et sous-régionaux contribueraient plus efficacement qu'un colloque international au resserrement des liens entre le Centre de développement industriel et les pays intéressés. Cependant, le paragraphe 5 du dispositif ne tranche pas la question de l'opportunité d'organiser un colloque international. Les colloques régionaux devraient s'intéresser surtout aux problèmes fondamentaux que pose le développement industriel. Ils devraient fournir à l'Organisation des Nations Unies un tableau précis des besoins les plus urgents des pays en voie de développement et communiquer à ces pays des renseignements sur les différentes formes d'assistance disponibles.

8. M. KANO (Nigéria) dit que ni le texte du projet de résolution ni les remarques formulées par telle ou telle délégation ne doivent être interprétés comme imposant des limitations au Secrétaire général, au Conseil économique et social et au Comité du développement industriel dans l'accomplissement des tâches que leur confie le projet de résolution. Le Secrétaire général et les organes en question sont libres de choisir la structure et le mandat qui conviennent le mieux à une nouvelle organisation. Il leur est également loisible d'inclure les ressources naturelles dans les limites de la compétence d'une nouvelle organisation si, comme les commissions économiques régionales, ils parviennent à la conclusion que la logique et la sagesse veulent qu'on ne dissocie pas les ressources naturelles de l'industrie, notamment dans les pays affranchis depuis peu de la domination coloniale. L'insertion, au paragraphe 3 du dispositif, des mots "l'utilisation des" avant les mots "ressources naturelles" ne modifie pas le rapport fondamental qui existe entre l'industrie et les ressources naturelles. Etant donné que l'industrialisation doit être fondée sur les ressources intérieures, toute dissociation des deux est impossible. C'est cette dissociation artificielle qui

caractérisait l'exploitation coloniale, et son maintien équivaudrait à un néo-colonialisme.

9. M. GUILLEN CASTAÑON (Guatemala) dit que les doutes que sa délégation avait exprimés au sujet du projet de résolution à la 930ème séance ont été dissipés par les modifications ultérieurement apportées au texte; c'est pourquoi il a volontiers appuyé le projet de résolution.

c) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (E/3786, E/3798, A/5584, A/C.2/L.742/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.742/Rev.3) [suite]

10. M. TELL (Jordanie) présente le nouveau texte révisé du projet de résolution (A/C.2/L.742/Rev.2 et Add.1). Les auteurs du projet de résolution ont accepté l'amendement ukrainien (A/C.2/L.762), avec une légère modification à la fin du texte. Ils ont accepté les amendements soudanais (A/C.2/L.763), à l'exception du premier et du quatrième. En ce qui concerne le premier de ces amendements, ils estiment que les commissions économiques régionales ne doivent s'occuper que de questions régionales et qu'il appartient aux pays eux-mêmes de se prononcer sur la question de leur participation accrue aux activités opérationnelles intéressant les projets nationaux. Les auteurs ont tenu compte, au paragraphe 5 du dispositif, de l'opinion exprimée par la délégation française (934ème séance) et ont incorporé au paragraphe 4 l'essentiel du premier des amendements irlandais (A/C.2/L.776). Ils n'ont pu accepter ni le deuxième amendement irlandais ni les modifications suggérées par la délégation du Royaume-Uni (935ème séance).

11. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) retire son amendement (A/C.2/L.762). En présentant cet amendement, sa délégation était animée du désir de voir la politique de renforcement des commissions économiques régionales appliquée à la CEE. Cette commission revêt une importance particulière attendu que ses membres représentent les deux tiers du commerce mondial et que ses activités n'ont pas seulement une portée régionale. La CEE est le seul organe qui comprenne la quasi-totalité des pays européens, y compris ceux qui sont membres du Conseil d'entraide économique (COMECON).

12. Le paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution ne devrait contenir aucune allusion à l'opinion du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales et des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales. Une telle allusion n'est ni indiquée ni utile. Il conviendrait également de supprimer la mention du rapport du Secrétaire général sur la réunion des secrétaires exécutifs des commissions (E/3798) et de remanier ce paragraphe de manière qu'il se lise comme suit: "Fait sienne l'opinion exprimée à la dix-huitième session de l'Assemblée générale selon laquelle les secrétariats régionaux...".

13. M. AHMED (Soudan) retire ses amendements (A/C.2/L.763) et annonce que sa délégation se joindra aux auteurs du projet de résolution. Le premier amendement, que les auteurs n'ont pu accepter, ne faisait que noter un aspect de la décentralisation pour lequel des progrès ont été enregistrés, comme

le constate le Secrétaire général aux paragraphes 13 et 14 de son rapport (E/3786). Le quatrième amendement avait pour objet d'assurer que les progrès réalisés dans le domaine de la décentralisation seraient évalués au cours de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale. Les progrès accomplis doivent être analysés dès que possible. L'étude entreprise par le Service organisation et méthodes devrait être prête vers le milieu de 1964, ce qui donnerait au Secrétaire général et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires le temps de présenter leurs rapports à l'Assemblée générale, à sa dix-neuvième session. Cependant, la délégation soudanaise n'insistera pas sur cet amendement. Elle voudrait simplement que le rapport de la Commission rende pleinement compte de la discussion à laquelle ont donné lieu les deux amendements soudanais qui n'ont pas été acceptés par les auteurs du projet de résolution.

14. M. Ahmed ne voit pas pourquoi le représentant de la RSS d'Ukraine veut exclure du paragraphe 6 du dispositif toute allusion à l'opinion du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales et des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales. Des allusions analogues ont été faites dans des résolutions antérieures de l'Assemblée générale.

15. M. HOLMES (Irlande) remercie les auteurs des efforts qu'ils ont faits pour tenir compte des points de vue exprimés au cours du débat.

16. Comme le paragraphe 4 du projet de résolution révisé répond à l'intention dont procédait le premier de ses amendements (A/C.2/L.776), M. Holmes retire cet amendement. Toutefois, il maintient son deuxième amendement prévoyant la suppression du paragraphe 8 du dispositif, attendu que, dans ce paragraphe, on demande à l'Assemblée générale de recommander au Secrétaire général d'adopter une mesure qu'il avait simplement été prié d'envisager jusqu'ici. L'expansion du Bureau des Nations Unies à Beyrouth est une tâche difficile et délicate pour le Secrétaire général, qui a été expressément prié, dans la résolution 1823 (XVII) de l'Assemblée générale, de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que les Etats qui ne sont membres d'aucune commission économique régionale bénéficient des mêmes avantages que s'ils étaient membres d'une de ces commissions. En outre, puisque la résolution 955 (XXXVI) du Conseil a été adoptée le 5 juillet 1963, le Secrétaire général n'a eu que peu de temps pour examiner de façon approfondie les moyens de s'acquitter de cette tâche. Comme l'indiquent l'alinéa h du paragraphe 14 et l'alinéa e du paragraphe 15 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/5584), le Secrétaire général a rapidement donné suite à la demande qui lui était faite par la résolution 955 (XXXVI) du Conseil et il agira vraisemblablement de même en ce qui concerne la question de la création d'un service d'assistance technique au Bureau de Beyrouth.

17. La délégation irlandaise pense que la contradiction entre les paragraphes 4 et 8 du dispositif est involontaire, et le seul effet de son amendement sera de donner plus de temps au Secrétaire général pour apporter une solution économique à un problème économique.

18. M. KADOTA (Japon) dit qu'en principe sa délégation est en faveur de la politique de décentralisation et du renforcement des commissions écono-

miques régionales pour les questions concernant leurs régions respectives. Toutefois, la décentralisation ne doit pas entraîner la fragmentation et, si l'on peut fort bien déléguer des responsabilités accrues aux secrétariats régionaux, il demeure que le Siège doit, sous la direction du Conseil, exercer un contrôle efficace et assurer la coordination de leurs activités. En outre, les mesures administratives de décentralisation devront varier en fonction des conditions et des besoins dans les diverses régions.

19. La délégation japonaise désire faire quelques suggestions dans l'espoir d'améliorer encore le projet de résolution. Tout d'abord, en ce qui concerne le paragraphe 5 du dispositif, les commissions économiques régionales doivent jouer le rôle spécial et croissant qui leur revient en pleine association avec les représentants résidents et les directeurs des programmes du Fonds spécial, dont relèvent essentiellement les programmes d'assistance technique à l'échelon local. Le Secrétaire général a souligné cette nécessité au paragraphe 27 de son rapport sur la décentralisation (E/3786), de même que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires l'a soulignée à l'alinéa b du paragraphe 15 de son treizième rapport à l'Assemblée générale (A/5584). Par conséquent, la délégation japonaise propose d'ajouter à la fin du paragraphe 5 du dispositif le membre de phrase suivant: "en pleine association avec les représentants résidents du Bureau de l'assistance technique et les directeurs des programmes du Fonds spécial"

20. Le paragraphe 6 du dispositif ne reflète pas exactement les paragraphes 22 et 24 du rapport sur la réunion des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales (E/3798). Le paragraphe 22 indique simplement les éventualités prévues par les fonctionnaires en question, plutôt que leurs vues ou recommandations, et ne parle pas d'"évaluation". En outre, le paragraphe 6 du projet de résolution peut être interprété comme signifiant que les secrétariats régionaux devraient assumer des responsabilités financières et administratives en rapport avec les programmes d'assistance technique, tandis que le paragraphe 24 du rapport souligne simplement l'opportunité de donner aux secrétariats régionaux les pouvoirs nécessaires à une souple utilisation des fonds alloués aux projets décentralisés. Puisque le paragraphe 1 du dispositif accueille avec satisfaction le rapport sur la réunion, il est inutile qu'un autre paragraphe souligne certains passages de ce rapport. Toutefois, si les auteurs veulent réellement maintenir ce paragraphe, la délégation japonaise n'élèvera aucune objection, pourvu que toutes les références soient absolument exactes. La meilleure solution serait peut-être de citer purement et simplement les passages correspondants des paragraphes 22 et 24 du rapport.

21. La délégation japonaise partage les vues des délégations du Royaume-Uni et de l'Irlande au sujet du paragraphe 8 du dispositif. La création d'un service au Bureau des Nations Unies à Beyrouth est une question administrative qui relève de l'autorité du Secrétaire général et doit être laissée à son jugement.

22. A propos du paragraphe 9 du dispositif, M. Kadota fait observer que, pour éviter tout malentendu, il conviendrait de supprimer le mot "accélérée", étant donné que la politique de décentralisation mentionnée

est sans aucun doute celle que définit la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale. A cet égard, il faut garder présentes à l'esprit les observations formulées par le Comité consultatif au paragraphe 26 de son rapport (A/5584).

23. Enfin, M. Kadota suggère de remplacer, au paragraphe 9, les mots "un rapport d'ensemble sur cette question qui sera examinée à la vingtième session de l'Assemblée générale" par le membre de phrase suivant: "un rapport d'ensemble sur cette question au Comité de l'assistance technique et au Conseil économique et social, à leurs sessions d'été de 1965, et à l'Assemblée générale, à sa vingtième session". Le rapport traitera certainement de plusieurs questions liées aux programmes d'assistance technique, et le CAT et le Conseil devraient avoir la possibilité de le commenter avant sa présentation à l'Assemblée générale.

24. M. BINGHAM (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation est en faveur du principe de décentralisation tel qu'il est énoncé dans les résolutions 1709 (XVI) et 1823 (XVII) de l'Assemblée générale, et que, d'après les documents, des progrès considérables ont manifestement déjà été réalisés, surtout du point de vue du renforcement des programmes régionaux. Mais au cours de la discussion, on n'a explicitement reconnu ni la nécessité de maintenir des normes de politique uniformes ni le rôle crucial que le Siège, le BAT et le Fonds spécial doivent jouer en ce qui concerne la plupart des problèmes opérationnels touchant les programmes nationaux. Il faut donc souligner l'importance du rôle des représentants résidents et des directeurs des programmes du Fonds spécial, et veiller à ce que leurs activités ne soient pas compromises par le transfert de certaines responsabilités opérationnelles aux commissions économiques régionales. C'est pourquoi M. Bingham appuie l'amendement oral du Japon au paragraphe 5 du dispositif.

25. M. Bingham appuie également l'amendement japonais au paragraphe 6 du dispositif, lequel devrait citer les passages pertinents du document E/3798. Il ne comprend pas l'objection du représentant de la RSS d'Ukraine, car les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales sont les véritables experts à l'échelon local et leur avis mérite une grande considération.

26. M. Bingham accueille favorablement les modifications que les auteurs ont apportées au paragraphe 8 et voit avec satisfaction que l'intention n'est pas de créer une commission économique régionale à laquelle il ne manquerait que le nom.

27. La délégation des Etats-Unis appuie également le deuxième des amendements irlandais (A/C.2/L.776) et estime, elle aussi, qu'il y a une contradiction entre les paragraphes 4 et 8 du dispositif. M. Bingham se demande si l'on peut effectivement considérer la recommandation relative à un service de coordination de l'assistance technique au Bureau des Nations Unies à Beyrouth comme une mesure d'application de la politique exposée dans la résolution 955 (XXXVI) du Conseil, qui a simplement invité le Secrétaire général à étudier le problème. Il n'est guère judicieux de considérer que le fait de demander une étude revient à recommander l'adoption de mesures ou à décider en principe d'agir de telle ou telle manière. Jusqu'au moment où elle aura reçu son

rapport, l'Assemblée devrait s'abstenir de donner des directives au Secrétaire général.

28. Tous les autres amendements proposés oralement par le représentant du Japon améliorent le texte, et M. Bingham espère que les auteurs seront en mesure de les accepter.

29. M. AYARI (Tunisie), notant que le représentant de la RSS d'Ukraine a repris l'un des arguments de la délégation tunisienne, estime que l'idée émise par ce représentant pourrait être combinée avec l'amendement japonais: le paragraphe 6 du projet de résolution pourrait soit citer le rapport du Secrétaire général sur la réunion des secrétaires exécutifs, soit attribuer les vues exprimées au Secrétaire général, procédure qui serait conforme à la pratique antérieure.

30. M. Ayari n'a aucune objection à élever contre l'amendement japonais au paragraphe 5, mais il se demande s'il est nécessaire d'ajouter le membre de phrase en question.

31. Tout en étant logique, l'amendement irlandais concernant le paragraphe 8 fait surgir d'importants problèmes. La politique est définie non seulement par le Conseil — qui est loin d'être vraiment représentatif —, mais également par l'Assemblée générale, qui est compétente pour discuter et orienter les délibérations du Conseil. Le fait que le Conseil a déjà pris une décision ne peut empêcher l'Assemblée d'examiner cette décision et de faire des recommandations à son sujet. En outre, M. Ayari n'est pas convaincu que la question soit purement administrative. Par conséquent, ni la décision du Conseil ni les pouvoirs administratifs du Secrétaire général ne doivent empêcher l'Assemblée d'exprimer ses vues sur la politique de décentralisation. En conséquence, M. Ayari estime que l'amendement irlandais est inapplicable.

32. M. Ayari appuiera le projet de résolution, tout en estimant que les paragraphes 5 et 8 pourraient être fondus en un seul paragraphe.

33. M. WHYTE (Royaume-Uni) pense que le projet de résolution peut être encore amélioré et appuie donc l'amendement irlandais consistant à supprimer le paragraphe 8. Il reconnaît, avec le représentant de la Tunisie, que l'Assemblée peut développer les idées que contient une décision prise par le Conseil, mais, en l'occurrence, le Conseil n'a pris aucune décision; il s'est borné à demander au Secrétaire général d'étudier les moyens de renforcer le Bureau des Nations Unies à Beyrouth, et d'envisager notamment la création d'un service de coordination de l'assistance technique. Tant que cette question est à l'étude, il ne sied pas de proposer que ce service soit créé immédiatement. M. Whyte appuie également les amendements japonais, notamment celui qui a trait au paragraphe 6 du dispositif.

34. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) déclare que les observations faites par les différentes délégations à propos de la décentralisation ont été d'une grande utilité pour le Secrétariat. Il n'est pas toujours facile pour le Secrétariat d'interpréter correctement les résolutions de l'Assemblée — nécessairement générales dans leurs termes — dans un domaine comme celui de la décentralisation, qui est fait de détails administratifs, même s'il comporte un aspect politique. Aussi, l'étude des débats est essentielle pour l'application de la politique de décentralisation. L'intervention du Comité

consultatif pour les questions administratives et budgétaires a été aussi d'une grande importance et utile pour le Secrétariat, et il est probable que ce comité aura un rôle croissant à jouer dans l'application d'une politique de décentralisation. Le représentant du Soudan a justement dissipé certaines illusions concernant les aspects financiers de la décentralisation en montrant que, celle-ci ne pouvait guère en elle-même entraîner d'économies. Le représentant de l'Argentine a mis en relief la nécessité de préserver un certain équilibre entre le Siège et les commissions économiques régionales. Celui de l'Afghanistan a rappelé que la décentralisation n'impliquait pas l'affaiblissement du rôle du Siège. De telles observations paraissent très à propos. En parfait accord avec les suggestions faites par le représentant de la Tunisie, le Secrétariat considère que, en matière d'assistance technique, la phase la plus prometteuse pour la décentralisation consiste à déterminer les besoins collectifs des régions et ensuite à équiper le secrétariat des commissions des moyens de répondre à ces besoins.

35. En ce qui concerne le Bureau des Nations Unies à Beyrouth, M. de Seynes est reconnaissant aux auteurs du projet de résolution d'avoir apporté au texte des amendements utiles à certains passages qui auraient pu soulever des questions de principe. Le Secrétariat est résolu à faire tout ce qu'il est possible pour assurer aux Etats qui ne sont membres d'aucune commission économique régionale les mêmes services qu'aux Etats qui font partie d'une de ces commissions. Malheureusement, par suite des restrictions budgétaires et de la concentration des ressources sur la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Secrétariat n'a pu encore faire que de modestes progrès. Il n'en a pas moins lancé un programme de travail qui pourra, il faut l'espérer, lorsqu'il développera ses pleins effets, se comparer à ceux en cours dans d'autres zones géographiques. Le Secrétariat étudie les facteurs affectant les échanges extérieurs, met au point un système d'indicateurs du revenu national et prépare une étude sur l'évolution récente de la situation économique au Moyen-Orient. Le Secrétariat a d'autres projets plus ambitieux: il envisage d'envoyer une mission de reconnaissance dans divers pays du Moyen-Orient pour déterminer leurs désirs et leurs besoins dans le domaine de la planification économique et sociale. M. de Seynes espère que cette mission sera le point de départ d'un certain nombre de projets à long terme dans le domaine de la programmation économique et sociale. Aucun effort ne sera ménagé pour que les experts d'assistance technique à envoyer dans les pays du Moyen-Orient reçoivent le même appui que ceux qui se rendent dans d'autres zones géographiques, et puissent en particulier bénéficier des services de conseillers techniques qui ont été recrutés pour les besoins régionaux ou interrégionaux depuis quelques années. Le Secrétariat reconnaît que ses efforts, jusqu'à présent, ont été insuffisants, mais il espère que des progrès sérieux pourront être constatés lorsque sera présenté le rapport qui est demandé par le projet de résolution.

36. M. BOLT (Nouvelle-Zélande) accueille avec satisfaction les assurances données par les auteurs que le projet de résolution n'introduit aucune politique nouvelle et ne fait que confirmer les recommandations contenues dans la résolution 1823 (XVII) de l'Assemblée générale. Le rapport du Comité

consultatif pour les questions administratives et budgétaires, dont il est fait état au paragraphe 10 du dispositif, doit certainement être présenté à l'Assemblée générale à la vingtième plutôt qu'à la dix-neuvième session.

37. L'amendement ukrainien tel qu'il a été incorporé au projet de résolution ainsi que le paragraphe 5 du dispositif sous sa forme modifiée sont maintenant acceptables pour la délégation néo-zélandaise. M. Bolt est d'accord avec le représentant du Japon pour estimer qu'au paragraphe 6 les citations devraient être soit reproduites intégralement, soit supprimées. Le représentant de la Tunisie a mis en doute l'utilité de l'amendement présenté oralement par le Japon au paragraphe 5; mais la Commission ne doit pas craindre d'énoncer à nouveau les principes dont s'inspire la politique qui a été formulée après une discussion prolongée par l'Assemblée générale. Il semble qu'une contradiction subsiste entre la fin du paragraphe 4 et le paragraphe 8; il faut espérer que les auteurs l'élimineront en s'efforçant de répondre aux vues exprimées par le représentant de l'Irlande. M. Bolt a toujours des réserves concernant l'emploi du terme "accélérée" au paragraphe 9, et il a l'intention de suggérer aux auteurs une meilleure formule.

38. M. HAKIM (Liban) accueille avec satisfaction la déclaration du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, mais maintient que le Secrétariat a négligé le Moyen-Orient au cours des 10 dernières années et ne fait pas encore assez pour cette région. En dépit des difficultés d'ordre budgétaire, les pays du Moyen-Orient ont le droit d'exiger leur juste part des services du Secrétariat et de recommander des mesures pour remédier à la situation actuelle. Les termes de la résolution 955 (XXXVI) du Conseil, qui invite simplement le Secrétaire général à "rechercher les moyens" d'élargir le Bureau des Nations Unies à Beyrouth, et à "envisager" notamment la création d'un service de coordination de l'assistance technique, ne leur donnent pas satisfaction. Sans fixer de délai précis ni demander expressément la création d'une commission économique régionale, ces pays s'estiment fondés à demander que le processus de décentralisation au Moyen-Orient soit accéléré.

39. Selon M. HOLMES (Irlande), il serait plus logique de fondre le paragraphe 8 du dispositif avec le paragraphe 4 plutôt qu'avec le paragraphe 5, comme l'a proposé le représentant de la Tunisie. Si les auteurs pouvaient accepter ce changement, M. Holmes retirerait le second de ses amendements (A/C.2/L.776).

40. M. AYARI (Tunisie) déclare qu'il n'a pas d'objection à une fusion du paragraphe 8 et du paragraphe 4 du dispositif.

41. M. KANO (Nigéria) souligne que sa délégation croit à l'intérêt d'une décentralisation véritable, consistant à donner des pouvoirs supplémentaires aux commissions économiques régionales afin qu'elles puissent s'occuper de façon plus efficace des problèmes particuliers auxquels les pays doivent faire face dans les domaines de leur compétence. C'est dans cette optique que la Nigéria est coauteur du projet de résolution, et elle espère que toutes les considérations politiques seront laissées de côté.

42. Mme GINOR (Israël) souligne que la seule solution véritablement équitable pour tous les pays du Moyen-Orient serait la création d'une commission économique régionale, car le Bureau de Beyrouth

n'a pas tenu compte des principes posés par les Nations Unies concernant le libre accès. Les auteurs ont accepté certains amendements, précisant que ce bureau est sur un tout autre pied que les autres commissions économiques régionales, et la délégation israélienne pourrait appuyer les amendements irlandais, mais il semble toujours peu indiqué d'adopter le projet de résolution avant que les résultats des consultations entre le Secrétariat et les pays du Moyen-Orient soient connus.

43. M. TELL (Jordanie) présente une nouvelle version du projet de résolution (A/C.2/L.742/Rev.3). Les auteurs sont convenus qu'ils ne peuvent plus examiner de nouveaux amendements, et ils espèrent qu'un vote pourra intervenir lorsque tous les représentants auront fait connaître leur avis sur le projet de résolution.

44. Les auteurs ont accepté la proposition tunisienne de fondre les paragraphes 4 et 8 du dispositif et ils remercient le représentant de l'Irlande d'avoir retiré son premier amendement (A/C.2/L.776). Ils ont tenu compte de l'opinion du représentant de la RSS d'Ukraine et sont convenus d'omettre, au paragraphe 6, toute mention du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, des secrétaires exécutifs ou du document E/3798. Les auteurs ont remanié le texte du paragraphe 9 pour répondre aux objections du représentant de la Nouvelle-Zélande selon lequel l'emploi du terme "accélérée" constituerait une tentative d'introduire une nouvelle politique, ce qui n'était pas l'intention des auteurs. Le représentant du Japon a demandé que le rapport visé au paragraphe 9 soit également présenté au CAT. De l'avis des auteurs, ce rapport devrait être soumis au Conseil à sa session d'été de 1965 et à l'Assemblée générale à sa vingtième session, et il est inutile de mentionner le CAT, qui n'est qu'un organe subsidiaire du Conseil. Le membre de phrase que le représentant du Japon propose d'ajouter au paragraphe 5 a déjà été inclus dans des résolutions antérieures et semble superflu.

45. M. Tell souligne que l'objet du projet de résolution est de maintenir en vie l'idée de la décentralisation et d'assurer aux pays en voie de développement une part équitable de l'assistance technique; le texte ne cherche pas à entraîner une fragmentation des activités de l'ONU.

46. M. MALHOTRA (Népal) déclare que le projet de résolution vise uniquement à assurer la poursuite de la politique arrêtée par les résolutions 1709 (XVI) et 1823 (XVII) de l'Assemblée générale. Le nouveau texte devrait être généralement acceptable.

M. Fernandini (Pérou), vice-président, prend la présidence.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (A/5503, chap. V, sect. I; A/C.2/L.745 et Add.1 et 2) [suite]

47. M. UNWIN (Royaume-Uni) note que le représentant de la Roumanie a déclaré que le projet de résolution relatif à la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale (A/C.2/L.745 et Add.1 et 2) concernait purement la procédure. Toutefois, comme le représentant de l'Australie l'a déjà indiqué, ce projet contient des formules qui n'ont été acceptées ni par l'Assemblée générale ni par le Conseil économique et social. Le but visé,

qui paraît être d'accélérer l'élaboration des principes de la coopération économique, est parfaitement légitime, encore que, dans sa résolution 939 (XXXV), le Conseil ait déjà fait presque tout ce qui était possible pour hâter les choses. Il n'est pas déraisonnable de suggérer que le Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 875 (XXXIII) du Conseil pour la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale accélère quelque peu ses travaux, mais le projet de résolution ne semble pas présenter d'urgence extrême. En le modifiant légèrement, on pourrait l'accepter en tant que résolution de procédure. M. Unwin espère que les auteurs acceptent les amendements australiens (A/C.2/L.777) tendant à mentionner le Groupe de travail spécial au paragraphe 2 du dispositif et à adopter pour le titre et dans le corps du texte les termes qui ont déjà été utilisés dans les précédentes résolutions et qui, de ce fait, ne sauraient prêter à controverse.

48. M. CVOROVIC (Yougoslavie) dit que la Yougoslavie, en tant que pays en voie de développement, n'est pas satisfaite des principes qui régissent actuellement le commerce mondial. Toutefois, elle se plait à reconnaître qu'un changement d'attitude encourageant s'est produit en faveur d'une coopération économique internationale fondée sur l'égalité et l'intérêt mutuel.

49. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement débutera dans quelques mois et elle s'occupera non seulement des solutions déterminées qu'exigent les divers problèmes économiques internationaux, mais aussi, sans nul doute, des principes fondamentaux qui doivent régir une coopération économique internationale fondée sur une véritable égalité dans les relations économiques. C'est là la seule façon de renforcer l'indépendance économique des pays en voie de développement dans une économie mondiale intégrée et interdépendante. La question est donc d'une importance capitale, et la délégation yougoslave appuiera toutes les mesures tendant à accélérer l'établissement d'une déclaration fondée sur ces principes. Le projet de résolution est clair; il concerne la procédure et ne devrait pas donner lieu à des controverses. La délégation yougoslave est heureuse de l'appuyer.

50. D'autre part, la délégation yougoslave a été surprise des amendements présentés par l'Australie (A/C.2/L.777). Certains visent à supprimer le mot "déclaration", et M. Cvorović n'est pas d'accord sur ce point avec le représentant de l'Australie, tant en ce qui concerne la forme que le fond. Trois ans ont passé depuis que l'Organisation des Nations Unies a commencé l'examen de cette question. Le projet initial présenté par l'Union soviétique^{1/}, qui a été révisé par la suite (E/3467), était intitulé "Projet de déclaration sur la coopération économique internationale". Le Conseil lui-même a intitulé sa résolution 875 (XXXIII), portant création du Groupe de travail spécial, "Question d'une déclaration sur la coopération économique internationale". Néanmoins, on propose maintenant de supprimer le mot "déclaration", l'une des principales raisons avancées étant qu'il ne faut pas préjuger la décision finale. M. Cvorović partage cet avis, et c'est pourquoi il estime qu'il convient de conserver le titre qui a

^{1/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Annexes, points 12, 29 et 74 de l'ordre du jour, document A/4648, par. 48.

été employé dès le début. En effet, le modifier reviendrait à prendre parti non seulement sur la forme, mais aussi sur le fond du texte. La délégation yougoslave est donc résolument opposée à toute modification de ce genre.

51. La Yougoslavie appuiera le projet de résolution et fait appel à la délégation australienne pour qu'elle n'insiste pas sur ses amendements, de façon que la Commission puisse adopter le projet à l'unanimité.

52. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que le représentant de la Roumanie a dit que le projet de résolution concernait essentiellement la procédure. Si les auteurs avaient rédigé le projet en conséquence, un débat prolongé aurait été inutile.

53. A la douzième session de l'Assemblée générale, la délégation roumaine a lancé, sans grand succès, l'idée d'une déclaration sur la coopération économique internationale. De l'avis général, il était plus important d'agir de façon constructive. Le représentant du Mexique a ensuite proposé d'établir un résumé des principes relatifs à la coopération économique internationale, qui serait ensuite communiqué aux Etats Membres. A sa vingt-huitième session le Conseil économique et social a examiné ce résumé (E/3202), mais n'a pris aucune décision, pas plus que l'Assemblée générale. Les Etats Membres ont ensuite été priés de faire connaître leur opinion; d'après les réponses reçues (E/3202/Add.1 à 9), environ la moitié des Etats Membres étaient favorables à l'élaboration de principes relatifs à la coopération économique internationale, tandis que l'autre moitié estimait qu'une telle déclaration ne servirait aucune fin utile.

54. A la quinzième session de l'Assemblée générale, l'Union soviétique a présenté un projet de déclaration, qui n'a pas été mis aux voix et n'a fait l'objet d'aucune décision. Après l'adoption de la résolution 1515 (XV) de l'Assemblée générale, l'Union soviétique a présenté au Conseil, à sa trente et unième session, un projet de déclaration révisé (E/3467) qui était conforme à cette résolution à beaucoup d'égards. La principale différence tenait à ce que le projet insistait sur l'application universelle du prin-

cipe de la nation la plus favorisée. La délégation des Etats-Unis a estimé que l'application de ce principe à l'échelle mondiale n'était pas souhaitable et, dans leurs déclarations relatives à la question d'un traitement préférentiel pour leurs exportations, des représentants de pays en voie de développement ont indiqué qu'ils partageaient cet avis. Il ressort du rapport du Groupe de travail spécial (E/3725) que la forme et le titre du texte qu'il était chargé d'examiner prêtent encore à controverse; comme il est indiqué au paragraphe 8 du rapport, le Groupe de travail spécial a décidé de laisser ces questions en suspens.

55. Le texte actuel du projet de résolution concernant l'assistance économique est moins favorable aux pays en voie de développement que ne le sont des décisions antérieures prises par l'ONU et d'autres organismes. L'Inde et le Brésil, notamment, ont suggéré qu'il soit tenu compte, dans l'octroi d'une assistance, de la balance des paiements des pays en voie de développement et qu'une aide leur soit accordée pour mettre en œuvre leurs plans généraux de développement aussi bien que des projets particuliers.

56. Il est à noter que le Conseil et l'Assemblée générale ne se sont jamais prononcés sur l'opportunité d'une déclaration. La délégation des Etats-Unis aimerait étudier la teneur du document E/3725 avant qu'un titre soit donné au texte à l'étude.

57. Les amendements présentés par l'Australie visent à éviter que la Commission ne préjuge la question, et c'est pourquoi la délégation des Etats-Unis appuie les amendements relatifs au premier et au deuxième alinéa du préambule. Personne ne pense que le projet de résolution puisse vraiment avoir pour effet d'établir des relations économiques saines, stables et équitables entre tous les Etats, mais il peut être utile. Le texte proposé dans les amendements australiens pour le premier alinéa du préambule est donc préférable au libellé actuel. L'amendement relatif au paragraphe 1 du dispositif est également applicable au paragraphe 2.

La séance est levée à 19 heures.